

## Le Capitalisme est-il durable ?

Un livre de Bernard Perret (éditions Carnets Nord)  
Présentation et extraits

### I- Développement durable : sortir de la « drôle de guerre »

Dans le contexte actuel, le titre du livre peut prêter à confusion. Écrit avant l'aggravation récente de la crise financière, il s'agit avant tout d'un essai d'écologie politique. Sans ignorer les débats récurrents sur les dérives du capitalisme financier ni les acquis de la « nouvelle critique sociale », il est sous-tendu par la conviction que la crise écologique constitue la contradiction principale à partir de laquelle devra être tôt ou tard reformulée la problématique de la transformation du système économique. Dans le champs des débats actuels sur l'écologie politique, il se tient à égale distance de deux idées opposées qui ont en commun de nous empêcher de prendre à bras le corps les enjeux politiques, sociaux et culturels du développement durable. La première est fondée sur un optimisme technologique que rien ne permet d'étayer, en vertu duquel il suffirait d'attendre que les avancées de la techno-science viennent résoudre comme par miracle les contradictions de notre modèle de développement. La seconde est celle des partisans de la « décroissance », pour lesquels l'expression même de « développement durable » est vide de sens.

En réalité, parler de décroissance n'est guère pertinent : à strictement parler, il n'est tout simplement pas possible de rebrousser chemin, de parcourir en sens inverse la voie du progrès matériel. « Nous ne saurions plus vivre sans les multiples artefacts techniques dont nous sommes entourés (qui est prêt à se passer de son téléphone portable ?). Il faudrait être de mauvaise foi pour faire la fine bouche sur les bienfaits de la croissance. Au regard de notre confort d'existence actuel, nous avons toutes les raisons d'y être attachés. (...) Arrêter cette marche en avant n'est guère envisageable. On continuera quoi qu'il arrive à innover et entreprendre, à accumuler des connaissances et des savoir-faire techniques. La volonté de progresser restera l'un des paramètres fondamentaux de l'aventure humaine. La vraie question n'est donc pas de savoir si nous allons continuer à nous développer, mais de comprendre quel type de développement est compatible avec la maintenance de notre biotope. » (p. 168, *Au-delà de la croissance*)

L'originalité du livre est de montrer que l'invention de ce nouveau modèle de développement n'est pas seulement une question d'innovation technique, mais également d'organisation sociale, de gouvernance, de comportements et de valeurs. Nous allons devoir revisiter les éléments fondamentaux du système, la concurrence, la propriété et la gouvernance économique, jusqu'à nos idées sur le progrès, le bien-être et le bonheur.

« Quand nous parlons de croissance nous avons en vue un développement quantitatif et unidimensionnel, lisible dans le tracé ascendant d'une courbe. S'il doit se poursuivre, le progrès de l'humanité sera plus « qualitatif », multidimensionnel, exaltant les nuances subtiles du bonheur de vivre qui n'ont pas vocation à être traduites en chiffres. Cela ne veut pas dire qu'il faille tourner le dos à l'économie, mais au contraire redonner à ce terme son sens premier, celui que l'on a en tête quand on veut « faire des économies. » Nous devons, plus que jamais, être performants et efficaces, mais ce sera pour vivre mieux en consommant moins et non pour une accumulation sans fin. Il ne s'agit donc pas de faire quelques concessions à l'écologie en lui donnant le temps d'un Grenelle l'illusion qu'elle peut tenir tête aux lois de l'économie, mais d'inventer un nouveau modèle de progrès collectif. Le développement durable ne serait qu'un gadget s'il n'avait pas vocation à devenir le nouveau principe de mise en cohérence de l'action collective. » (p. 12, *Une mobilisation*)

*en trompe-l'oeil*)

Le constat de départ est brutal est sans appel : « l'humanité n'a jamais émis autant de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) dans l'atmosphère que depuis qu'on s'est mis à invoquer à tout propos le développement durable ». Nul besoin d'insister sur cette « vérité qui dérange » (titre du film d'Al Gore), désormais présente dans tous les esprits. Face à cette dure réalité, les initiatives se multiplient, à tous les niveaux. En apparence, la mobilisation est impressionnante : entreprises, administrations, collectivités, associations, tout le monde y va de ses déclarations, plans d'actions et indicateurs. Pourtant, à y regarder de près, nous sommes encore dans la « drôle de guerre » : « Officiellement, nous sommes bardés de stratégies (nationales, européennes, voire mondiales si l'on prend au sérieux les textes issus des conférences internationales), de lois, de politiques et de programmes affichant des objectifs vastes et ambitieux. Mais, dans les faits, presque rien ne change. »

« Le développement durable est devenu notre mantra, la formule magique qui nous évite de désespérer face à nos contradictions. Elle nous projette dans un monde imaginaire où l'on n'aurait pas à choisir entre la sauvegarde de notre niche écologique et la poursuite d'une croissance prédatrice qui, jusqu'à plus ample informé, provoque son inexorable destruction. Partant de l'idée ô combien juste que le souci de l'environnement ne doit pas faire oublier les hommes, on en vient à faire du développement durable une notion attrape-tout, l'expression d'un unanimité sans conséquence. On a parfois l'impression que la gesticulation politico-bureaucratique autour de cette notion permet d'éviter de regarder en face le mur vers lequel nous nous dirigeons et de préserver intacte notre croyance au progrès matériel infini. Or, pour celui qui accepte de voir la réalité telle qu'elle est, ce que nous appelons communément croissance économique n'est pas durable. Le progrès dont nous avons tant bénéficié depuis deux siècles est fondé sur l'énergie abondante et à bon marché, l'accumulation d'objets matériels et la destruction de la nature. Cela ne peut pas durer : si nous n'y mettons fin nous-même, les lois de la nature s'en chargeront sans ménagement, à un prix qui risque d'être très lourd. » (p. 11)

« L'expression développement durable n'est pas à rejeter pour autant, à condition de distinguer le développement de la croissance. Quand nous parlons de croissance nous avons en vue un développement quantitatif et unidimensionnel, lisible dans le tracé ascendant d'une courbe. S'il doit se poursuivre, le progrès de l'humanité sera plus « qualitatif », multidimensionnel, exaltant les nuances subtiles du bonheur de vivre qui n'ont pas vocation à être traduites en chiffres. Cela ne veut pas dire qu'il faille tourner le dos à l'économie, mais au contraire redonner à ce terme son sens premier, celui que l'on a en tête quand on veut « faire des économies. » Nous devons, plus que jamais, être performants et efficaces, mais ce sera pour vivre mieux en consommant moins et non pour une accumulation sans fin. Il ne s'agit donc pas de faire quelques concessions à l'écologie en lui donnant le temps d'un Grenelle l'illusion qu'elle peut tenir tête aux lois de l'économie, mais d'inventer un nouveau modèle de progrès collectif. Le développement durable ne serait qu'un gadget s'il n'avait pas vocation à devenir le nouveau principe de mise en cohérence de l'action collective. »

La rhétorique habituelle des trois piliers du développement durable (l'économie, le social et l'environnement) est peu satisfaisante : elle oriente vers l'idée de *compromis* entre les trois termes, alors que tout l'enjeu est de les *intégrer* dans une nouvelle approche du développement : « L'image de trois piliers dont l'équilibre doit être maintenu ne tient pas tant sont dissemblables les enjeux et contraintes propres à chacun des domaines considérés. Il ne s'agit pas tant d'équilibrer trois types de préoccupations que de les intégrer dans un projet cohérent de développement à long terme. Quelle est la bonne manière d'articuler ces termes ? Osons une formule simple : les contraintes sont principalement écologiques, les finalités sont sociales et l'économie constitue le cadre de mise en cohérence hors duquel il est impossible d'agir. » (p. 15, *s'il n'y avait pas de crise écologique, on ne parlerait pas de développement durable*)

« l'intégration de l'économie et de l'écologie ne pourra se contenter de compromis plus ou moins boiteux entre la logique prédatrice et productiviste qui régit le processus d'industrialisation depuis deux siècles et, d'autre part, des impératifs écologiques qui lui seraient opposés de manière purement défensive. Tout l'enjeu est de produire du bien-être autrement, d'une manière qui respecte l'environnement. Pour cela, il n'est d'autre solution que de « rapprocher nos écosystèmes industriels du fonctionnement équilibré et quasi-cyclique des écosystèmes naturels<sup>1</sup> ». Pour devenir durable, l'économie doit devenir une « éco-économie » qui s'incorpore au fonctionnement de l'écosystème en imitant les mécanismes qui assurent la résilience du vivant. »

## II- Comment transformer les contraintes en utopie : de l' « éco-économie » à la nouvelle société de bien-être

A partir de ces prémisses, un certain nombre de thèmes font l'objet de développements plus étendus, dans le but de dessiner les contours d'une nouvelle utopie prenant en compte les contraintes écologiques et les enjeux sociaux du développement durable. On se limite ci-dessous à quelques brefs aperçus :

### 1) L'économie symbiotique

La fin de l'énergie à bon marché<sup>1</sup> et du « tout jetable » impose de repenser les fondements de l'économie, bien au-delà de la problématique habituelle de la régulation du capitalisme. Les limites avérées de notre pouvoir sur la nature imposent de considérer le système économique comme un sous-système de l'écosystème humain. Il en résulte notamment que le paradigme d'*accumulation matérielle* qui sous-tend notre conception actuelle de la croissance économique doit être abandonné au profit d'une *paradigme symbiotique*. En effet, comme l'observe Lester Brown, « dans la nature, les flux linéaires à sens unique ne survivent pas. Ils ne peuvent donc survivre longtemps non plus dans l'économie humaine, puisqu'elle fait partie de l'écosystème de la terre<sup>2</sup>. » L'économie durable, si nous parvenons à l'inventer, sera une économie « symbiotique » dont le fonctionnement s'inspirera des mécanismes qui expliquent l'efficacité et l'extraordinaire résilience du vivant.

« Dans la nature, les espèces vivent en symbiose les unes avec les autres et avec leur environnement. Elles utilisent des ressources renouvelables et contribuent à les renouveler par leur activité et leur métabolisme. Les déchets sont recyclés et réutilisés dans des boucles courtes, principalement sous forme de nourriture pour d'autres espèces (y compris les transformations chimiques opérées par les micro-organismes). Rien ne se perd. Il n'y a pas d'accumulation matérielle, ni de ressources, ni de déchets<sup>1</sup>. L'incroyable complexité des systèmes naturels est le résultat de longs tâtonnements étalés sur des millions d'années, jalonnés d'innombrables échecs. Ce que la nature a inventé sous l'effet de la sélection naturelle, l'homme doit chercher à l'inventer en peu d'années par sa seule intelligence.

Pour être plus concret, une économie symbiotique devrait s'efforcer de :

- minimiser les perturbations causées à l'environnement ;
- utiliser dans toute la mesure du possible des ressources renouvelables ;
- recycler les déchets dans des boucles courtes ;
- et enfin rechercher de nouvelles manières de répondre aux besoins en développant des interactions plus complexes entre producteurs et consommateurs.

Ces exigences opposent presque point par point l'économie symbiotique à l'économie industrielle et « minière », qui exploite des ressources naturelles sans se préoccuper de les

<sup>1</sup> A partir d'une revue très complète de la littérature, l'ouvrage démontre qu'aucune des solutions envisagées à la crise de l'énergie, y compris le nucléaire, n'est susceptible d'éviter une pénurie relative et une hausse importante des prix, sans même parler d'autres limitations relatives à l'artificialisation de l'espace, au déclin de la biodiversité, etc.

<sup>2</sup> Lester Brown, *op. cit.* p. 206.

renouveler et qui répond aux besoins en transformant les ressources rares en marchandises jetables. » (159, *Le paradigme symbiotique*)

Il ne s'agit pas d'une vue de l'esprit : plusieurs concepts et modèles économiques développés ces dernières années dans la perspective du développement durable peuvent s'interpréter comme des mises en oeuvre au moins partielles du paradigme symbiotique : le recyclage des déchets, l'écoconception des produits (conception des produits visant à augmenter leur durée de vie, faciliter leur réparation et le recyclage de leurs composants et à réduire l'impact de leur fabrication et de leur utilisation sur l'environnement), l'écologie industrielle ou « économie circulaire », et enfin l'« économie de fonctionnalités », dont l'une des concrétisations les plus visibles est le développement des services de location de véhicules (tels le Vélib parisien).

## 2) *Les métamorphoses de la propriété*

« Le capitalisme est fondé sur l'appropriation privée de la richesse sociale. Or, le développement durable va mettre au centre du jeu économique des biens et des valeurs qui n'ont pas vocation à être appropriés par les individus. Largement ignorée par la plupart des analyses, cette évolution est susceptible de modifier profondément la logique du système. » (p. 137, *Troubles dans la propriété*)

Assez curieusement, peu de gens font le lien entre l'importance prise par les biens collectifs environnementaux et cet autre aspect du déclin de la marchandise qu'est la crise de la propriété intellectuelle et artistique. Or, dans la perspective d'un développement davantage orienté vers l'immatériel, il est pertinent de rapprocher ces deux questions. Un chapitre entier du livre discute ce point et met en évidence ses implications politiques.

## 3) *La gouvernance*

Le développement durable, c'est à la fois plus d'Etat, plus de coopération internationale, plus de participation et d'initiatives décentralisées. Il s'agit de créer à tous les niveaux de nouvelles capacités d'action collective.

« La raison d'être du politique est de créer des capacités d'action, ou encore une « puissance » au sens particulier qu' Hannah Arendt donne à ce terme. Dans *Condition de l'homme moderne*, elle développe une théorie de la puissance comme capacité d'action collective que se donne à elle-même une communauté politique. La puissance suppose en premier lieu l'existence d'un pouvoir d'agir. Mais elle ne se réduit pas au pouvoir : c'est d'abord une faculté, une qualité que le groupe acquiert pour lui-même. Non seulement elle ne se confond pas avec la domination par la force, mais elle constitue, pour Arendt, le seul moyen d'éviter la violence: « Dans les conditions de la vie humaine, il n'y a d'alternative qu'entre la puissance et la violence. » La puissance est fondée sur l'autorité plus que sur la contrainte. Elle repose sur la force des mots, sur la capacité des gouvernants à unifier leurs actes et leurs discours. Seule cette cohérence peut créer la confiance, génératrice de cohésion. C'est un bien précieux, mais fragile : « La puissance jaillit parmi les hommes lorsqu'ils agissent ensemble et retombe dès qu'ils se dispersent<sup>1</sup>. » Pour autant qu'il dépend de leurs actions, le destin des groupes humains est suspendu à leur volonté de survie collective. Le caractère menaçant du futur renvoie plus que jamais à la faculté des êtres humains de se dépasser collectivement et à la nécessité absolue d'innover non seulement dans les techniques de maîtrise de la nature, mais également dans la création de nouvelles capacités d'agir ensemble. » (p. 192, *Du global au local : démocratie, gouvernance et puissance*)

## 4) *Raisons d'agir*

« Les gens sont-ils capables d'entendre le langage de la vérité ? Ne risque t-on pas de les

plonger dans le fatalisme et le désespoir ? Comment échapper au sentiment que l'humanité a son avenir derrière elle ? Je pense au contraire que la vérité est toujours porteuse de sens, parce qu'elle donne un cadre solide pour agir. Quand on sait contre quoi il faut lutter, on refuse rarement le combat. Il ne faut pas sous-estimer la capacité des hommes à trouver par eux-même un sens à la nécessité ; ils ont toujours su faire cela, et il n'y a pas de raison que nos contemporains n'en soient pas capables.

C'est une autre leçon des guerres : dès lors que le combat apparaît sensé, le consentement à combattre et la joie de vivre sont donnés par surcroît. Encore faut-il montrer une issue, tracer une perspective. Promettre « de la sueur, du sang et des larmes » n'a de sens que si l'on sait la victoire possible et désirable. Si le développement durable n'est pas un conte de fée, rien n'interdit d'y voir une utopie sociale à construire. » (p. 205, *L'imaginaire de la rupture*)